

Bangui sur le qui-vive après l'offensive d'Am Dafock

L'attaque menée le 30 juin dans le Septentrion par une nouvelle coalition de groupes politico-militaires a pris par surprise le gouvernement. Si les combats restent encore très localisés, les autorités craignent une possible contagion.



Des casques bleus zambiens en compagnie de jeunes enfants dans la préfecture de Vakaga, en août 2024. © Amaury Falt-Brown/AFP

Quelques heures après les violents combats qui ont secoué Am Dafock (Vakaga), au petit matin du 30 juin, le nouveau ministre de l'intérieur et directeur général sortant de la police, **Bienvenu Zokoué**, a convoqué en urgence l'ensemble des officiers présents dans la capitale. Ceux-ci doivent se réunir le 3 juillet pour un "grand rapport groupé". Ce rappel traduit la fébrilité

des forces de sécurité de la capitale face à la dégradation soudaine de la situation sécuritaire, à un millier de kilomètres de là.

Une telle offensive coordonnée n'avait plus été observée depuis plusieurs années. Plus de 700 combattants réunis sous la bannière de l'**Alliance du sursaut patriotique** (ASP) ont attaqué les positions des **Forces armées centrafricaines** (Faca) et de leurs alliés russes de **Wagner** à Am Dafock.

Rapidement débordées, les forces gouvernementales se sont repliées vers la base opérationnelle temporaire de la mission des **Nations unies** en Centrafrique (**Minusca**). Les combats se sont alors étendus à l'enceinte onusienne, touchée par des tirs rebelles. Trois casques bleus zambiens ont été blessés, dont un grièvement.

Les paramilitaires russes ont tenté de freiner la progression des assaillants à l'aide de leurs hélicoptères de combat, en vain. Dotés de missiles antiaériens et largement supérieurs en nombre, les rebelles ont rapidement pris l'ascendant.

Direction Birao

Malgré un communiqué des Faca daté du 30 juin affirmant que *"la région est désormais sous contrôle et jugée stable"*, Am Dafock restait, le 1er juillet, sous le contrôle des insurgés. Les rebelles entendent désormais poursuivre leur progression en direction de Birao, tandis que la situation sur le terrain demeure confuse.

L'ASP, aux contours encore flous, rassemble notamment le **Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique** (FPRC) de **Noureddine Adam**, toujours solidement implanté à la frontière soudanaise, et le **Front commun pour le redressement** (FCR). Ce mouvement, créé vers la mi-mai, rassemble l'autoproclamé général **Amadou Danzoumi Yalo**, frère de l'influent conseiller présidentiel **Sani Yalo**, avec qui il est en froid depuis de nombreuses années. Il compte aussi **Aboulkassim Algoni Tidjani**, ancien chef rebelle et ex-conseiller du président **Faustin-Archange Touadéra** de 2019 à 2020.

L'attaque a été lancée de l'autre côté de la frontière, depuis le Darfour du Sud contrôlé par les **Rapid Support Forces** de **Mohamed Hamdan Dagalo**, dit "Hemeti". Depuis Nyala, le chef de guerre s'est pourtant rapproché ces derniers

mois du président centrafricain, sous l'égide des Émirats arabes unis ([AI du 26/05/26](#)).

À Bangui, le rôle joué par les RSF dans l'attaque du 30 juin interroge donc. Dans cette région frontalière, les intérêts locaux, complexes et mouvants, divergent souvent des stratégies menées au niveau national. Le général **Abdel Fattah al-Burhan**, commandant des **Sudanese Armed Forces** (SAF, l'armée régulière soudanaise), agacé de la convergence d'intérêts entre Hemeti et Touadéra, apporte un discret soutien à Noureddine Adam depuis plusieurs années. Ce qui n'a pas empêché ce dernier de laisser quelques-uns de ses officiers aller combattre aux côtés des RSF de Hemeti.

Loin de la Vakaga, l'ASP compte également dans ses rangs les **Azandé Ani Kpi Gbé** (AAKG), actifs dans le Haut-Mbomou (Sud-Est). S'ils n'ont pas lancé d'assaut ces dernières heures, ces anciens supplétifs de Wagner, qui se sont retournés contre le gouvernement central ([AI du 15/01/26](#)), maintiennent depuis deux ans un foyer d'instabilité dans cette région frontalière de la RDC, suscitant l'inquiétude de Bangui.

Politique d'endiguement

Enfin, l'ASP revendique également le ralliement des troupes de **Florent Kema**, ancien chef anti-balaka et ex-député de Nana-Bakassa qui, en 2024, a créé le **Front de défense des libertés publiques** (FDLP). Ce groupe, encore peu actif mais bien équipé et principalement basé dans la préfecture d'Ouham (Ouest), avait rejoint l'éphémère **Coalition militaire pour le salut du peuple et le redressement** (CMSPR) en 2025, avant que celle-ci ne s'effondre à l'arrestation de son chef **Armel Sayo** au Cameroun.

Depuis quatre ans, Faustin-Archange Touadéra a pourtant mené, avec un certain succès, une politique d'endiguement de l'activité des groupes politico-militaires historiquement hostiles. Ceux-ci avaient composé en 2020 la **Coalition des patriotes pour le changement** derrière l'ancien président **François Bozizé** (2003-2013), aujourd'hui disparue. Les manœuvres du chef de l'État combinent les actions militaires des Faca et de Wagner avec une politique de ralliement des groupes au processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et réintégration (DDRR).

Il avait obtenu le retour, en 2025, des puissantes formations **Unité pour la paix en Centrafrique** (UPC) d'**Ali Darass**, actif dans le centre et dans l'est de la Centrafrique, et **3R** (retour, réclamation et réhabilitation) dans l'Ouest, dans l'accord de paix APPR de 2018, en vue de leur dissolution ([AI du 30/06/25](#)). Par un subtil jeu d'alliances, le gouvernement de Bangui est également parvenu à affaiblir le **Mouvement patriotique pour la Centrafrique** (MPC) de **Mahamat el-Khatim**, toujours en exil à N'Djamena ([AI du 10/04/26](#)). Le FPRC reste, lui, hors d'atteinte de cette politique.

Coupes budgétaires

Par ailleurs, l'attaque d'Am Dafock est intervenue à un moment particulièrement délicat pour Bangui, rattrapé par certaines de ses fragilités sécuritaires. Des rumeurs de déstabilisation du pouvoir ont conduit le chef de l'État à renforcer son dispositif de sécurité et à redéployer une partie des Faca dans la capitale ([AI du 19/06/26](#)).

Dans le même temps, la Minusca, soumise à des coupes budgétaires, a réduit progressivement son dispositif dans l'arrière-pays, ne maintenant une présence significative que dans quelques zones sensibles, dont la Vakaga. Et les autorités redoutent qu'un nouveau recul des effectifs de la force soit décidé lors du renouvellement de son mandat, voire son départ pur et simple.

Pour ne rien arranger, le remplacement annoncé des paramilitaires de Wagner par le bras armé du Kremlin, **Africa Corps**, reste au point mort ([AI du 15/05/26](#)). Les hommes de **Dmitri Sytyi** et **Dmitri Podolsky** continuent de tenir le terrain et voient dans leur habileté à contenir les groupes armés un argument essentiel pour préserver leur position auprès du pouvoir. Leur capacité à reprendre rapidement Am Dafock et à endiguer la progression des rebelles vers Birao va constituer un nouveau test.

Barbara Debout, Antoine Rolland

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 108214221



Publication éditée par le groupe Indigo Publications (Paris)
Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire 1225 Y
90644)